



Entre nationalistes conservateurs et tech-libertariens : les idées d'extrême droite dans l'administration Trump 2

Laurence NARDON

Laurence Nardon
est responsable du
Programme Américaines
à l'Ifri.

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0893-9

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Image : Washington, D.C.,
20 janvier 2025 –
Inauguration du Président
Donald Trump © Santos
Ramos/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Laurence Nardon,
« Entre nationalistes
conservateurs et tech-
libertariens : les idées
d'extrême-droite dans
l'administration
Trump 2 », *Chroniques
américaines*, Ifri,
31 janvier 2025.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org
www.ifri.org

Les responsables et les conseillers de l'administration Trump 2 représentent des courants idéologiques divers et, pour certains, relativement nouveaux à Washington. Lors de sa première élection en novembre 2016, on trouvait autour de Donald Trump des conservateurs préoccupés par la question de l'avortement et une base électorale populiste anti-*establishment* et anti-immigration. La figure intellectuelle la plus visible à l'époque était celle de Steve Bannon, fondateur et animateur du média de la *alt-right* Breitbart News.

La victoire de 2016 a attiré dans l'orbite du président un certain nombre de théoriciens d'extrême droite et de blogueurs qui échangeaient de façon informelle depuis les années 2000. Décrit à la fois comme un génie de la tech et comme un « néo-monarchiste », Curtis Yarvin avait popularisé dès 2007 l'image de la « pilule rouge » (*red pill*) du film *Matrix* (1999), pour expliquer comment lui-même était sorti de « l'illusion progressiste ». À ses côtés, Nick Land crée le terme de « Lumières noires » (*dark Enlightenment*) pour désigner leur courant d'idées néo-réactionnaire.

Aujourd'hui, les idées d'extrême droite autour du président constituent une nébuleuse dans laquelle trois ou quatre tendances bien distinctes coexistent, sans que l'on puisse savoir à ce stade si elles pourront se combiner ou resteront en dissonance.

Les nationalistes conservateurs

Un mouvement nationaliste-conservateur, dit « *natcon* » a été lancé en 2019 par Horam Yazoni, un penseur de nationalité américaine et israélienne, avec l'objectif de donner une base intellectuelle plus solide au trumpisme. Il est soutenu par la fondation Edmund Burke¹ et le Claremont Institute, un *think tank* conservateur basé en Californie.

Comme l'a expliqué Maya Kandel dans une *Note de l'Ifri* en mars 2023², les *natcons* souhaitent mettre en place aux États-Unis un système politique illibéral à la Viktor Orbán. Débarrassé des fonctionnaires déloyaux de l'État profond (*deep state*), l'État fédéral aurait vocation à devenir un État fort, voire autoritaire.

Par ailleurs, les *natcons* rejettent la mondialisation libérale aussi bien économique que culturelle. Ils se divisent cependant sur le sujet de la politique étrangère du pays. Si tous réclament la fin du multilatéralisme de l'après-guerre et que beaucoup rejettent aussi le principe des interventions militaires américaines à l'étranger, certains tempèrent cette dernière position en ce qui concerne la défense d'Israël ou la menace chinoise.

Particulièrement nombreux dans l'entourage du président, les *natcons* font connaître leurs idées lors de conférences annuelles. Le vice-président J. D. Vance a assisté à la toute première en 2019 puis à celle de juillet 2024. Des rencontres sont également organisées en Europe, comme à Bruxelles en avril 2024. Cette dernière a fait du bruit, puisque le maire de l'arrondissement de la ville où elle devait se tenir a tenté de l'interdire.

Vers une Amérique chrétienne ?

Une composante particulièrement puissante du mouvement *natcon* est celle des conservateurs religieux, réactionnaires sur les sujets sociétaux tels que le rôle des femmes dans la société et les droits reproductifs, les questions LGBTQ+ et de dysphorie de genre, ou encore le port d'arme. Ses représentants sont issus des courants protestants fondamentalistes et évangéliques, ainsi que de la frange la plus conservatrice des catholiques américains dite « intégraliste³ ». Parmi ces derniers, le

professeur de droit à Harvard Adrian Vermeule va jusqu'à prôner la fin de la séparation de l'Église et de l'État aux États-Unis, pourtant garantie par le Premier amendement à la Constitution.

Les libertariens de la tech californienne

À la différence des anarchistes européens, qui contestent à la fois le principe de l'État et de la propriété privée, les libertariens américains refusent le premier mais pas la seconde. Pour eux, les individus doivent être libres de développer le maximum de leur potentiel au travers de la propriété privée, à laquelle aucune entrave ne doit être apportée. Le Cato Institute, situé à Washington, est le *think tank* de référence de ce courant qui connaît plusieurs chapelles⁴.

Les libertariens n'étaient pas très nombreux autour de Trump en 2016. Ils s'en sont rapprochés après sa réforme fiscale de décembre 2017 et ses nombreuses dérégulations, notamment en matière environnementale. Par la suite, entre 2021 et 2024, l'administration Biden a mené une politique anti-*trust* très résolue contre la Silicon Valley. C'est en réaction à cette offensive de l'État fédéral que les principaux milliardaires du secteur des hautes technologies, et avec eux la variante californienne du courant libertarien, se sont ralliés à la campagne 2024 de Donald Trump.

Apparue autour de San Francisco dans les années 1970, marquée par l'esprit hippie de l'époque, la mouvance tech-libertarienne refuse les réglementations tatillonnes d'un État fédéral perçu comme très lointain et illégitime. Elle se caractérise surtout aujourd'hui par sa foi dans les vastes possibilités du progrès technologique. C'est dans ses rangs que se recrutent les transhumanistes, qui projettent d'aboutir à l'immortalité humaine grâce aux progrès médico-technologiques. L'une des entreprises fondées par Elon Musk, Neuralink, cherche ainsi à développer des implants cérébraux pour augmenter ou réparer la mémoire.

Les grands patrons de la Silicon Valley se sont ainsi ralliés à Trump les uns après les autres pendant la campagne de 2024. Le fondateur de PayPal Peter Thiel, l'investisseur David Sacks, le créateur de Mosaic puis de Netscape Marc Andreessen et son partenaire Ben Horowitz ont été les premiers. Elon Musk, au premier rang en ce

début de mandat en tant que directeur du Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), n'a déclaré son soutien officiel qu'après la tentative d'assassinat du candidat Trump en juillet 2024. En fin de course, ayant financé la cérémonie d'investiture du 20 janvier 2025, le fondateur de Facebook Mark Zuckerberg, le fondateur d'Amazon Jeff Bezos, le directeur général de Google Sundar Pichai, le directeur général d'Apple Tim Cook et le co-fondateur de Google Sergey Brin y ont été des invités d'honneur.

Dénoncés par Joe Biden dans son discours de départ du 15 janvier comme formant un « complexe tech-industriel » puissant, riche et dangereux pour le pays, ces « *tech bros* » arrivent en effet avec leurs arguments et leurs projets pour affaiblir l'État fédéral.

Les différentes composantes du libertarisme tech

- ▀ Avec le techno-nationalisme, Elon Musk et ses pairs défendent ainsi l'importance de la tech dans la puissance internationale d'un État. Mais pour maximiser le développement de la tech américaine, il faut supprimer toute régulation, notamment en termes de lutte contre les monopoles : il faut laisser faire le marché.
- ▀ Le terme de techno-populisme, ou plutôt de tech-populisme voire de cyber-populisme⁵, désigne un système dans lequel les nouvelles technologies proposent des solutions au « peuple » sans en référer aux corps intermédiaires traditionnels. La création de la *blockchain* et des cryptomonnaies, par exemple, permet de créer et d'utiliser de la monnaie sans avoir à se soumettre à l'autorité des banques centrales et en dehors des politiques monétaires étatiques. Dans le même esprit, la plateforme Facebook vient d'annoncer la suppression de ses partenariats de modération des contenus, jusqu'alors effectuée par des journalistes professionnels. À l'instar de ce qui se passe sur X (ex-Twitter), la modération sera désormais assurée par des « notes de communauté⁶ ». Les utilisateurs contrôleront eux-mêmes les contenus de la plateforme – sachant que ce « peuple » en question est choisi et influencé par les algorithmes de la plateforme...
- ▀ Enfin, le techno-solutionnisme, qui consiste à penser que la technologie peut régler tous les problèmes de l'humanité

(se rapprochant ainsi du techno-optimisme) est peut-être le projet qui enthousiasme le plus Elon Musk. Mais c'est une version renouvelée, inspirée par les idées « long-termistes » de William MacAskill⁷, qui le séduit aujourd'hui. Elle lui permet en effet de conjuguer sa préoccupation toujours réelle pour le changement climatique⁸ et ses nouvelles orientations politiques. MacAskill considère qu'il faut chercher à sauver l'humanité du désastre écologique non pas aujourd'hui mais sur le long terme. Elon Musk a donc cessé de soutenir les politiques environnementales immédiates pour préparer la colonisation de Mars et d'autres planètes.

Un fusionnisme 2.0 est-il possible ?

Les courants conservateur et libertarien sont en contradiction manifeste sur beaucoup de sujets tels que l'immigration ou les tarifs douaniers, et plus largement sur leur vision du monde, opposant déclinisme et optimisme moderniste. Au-delà des querelles de personnes, cette opposition s'est déclarée récemment sur la question de l'immigration. Là où J. D. Vance et Steve Bannon veulent fermer la frontière sud du pays et renvoyer chez eux les personnes en situation illégale, Elon Musk a annoncé vouloir maintenir les arrivées de personnes diplômées détentrices de visa H-1B.

Un exemple historique pourrait cependant inspirer l'administration Trump 2. À partir des années 1950, un rapprochement idéologique entre conservateurs sociétaux et penseurs néolibéraux, était devenu, sous le nom de « fusionnisme », le programme dominant du Parti républicain avant de triompher sous Reagan dans les années 1980.

Peut-on imaginer aujourd'hui un fusionnisme 2.0 entre *natcons* et tech-libertariens ? Le profil de Peter Thiel laisse entrevoir cette possibilité. Grande figure de la tech libertarienne, Thiel a soutenu le populiste Trump dès 2016 et compté parmi les premiers financeurs du *think tank* conservateur Claremont Institute. Une synthèse idéologique y est sans doute en préparation. Elle pourrait fonctionner, par exemple sur la question du rôle de l'État fédéral, vivement critiqué par les conservateurs pour sa corruption et son inefficacité supposées, tandis que son autorité est refusée par principe par les libertariens.

-
1. Edmund Burke est un philosophe irlandais qui a théorisé dès 1790 les idées de la Contre-Révolution, en réaction à la Révolution française. L'approche de Burke reste cependant beaucoup plus libérale que celle de Joseph de Maistre ou Louis de Bonald.
 2. M. Kandel, « Le national-conservatisme, quelle politique étrangère pour la “nouvelle droite” américaine ? », *Potomac Papers*, n° 47, Ifri, mars 2023, disponible sur : www.ifri.org.
 3. Les tenants de l'intégralisme américain estiment que les dimensions religieuses et séculaires de la vie sociale et politique du pays doivent être intégrées. Le terme « intégrisme », qui désigne un courant catholique ultra-conservateur en France, fait plutôt référence au respect des vérités intégrales du catholicisme.
 4. Voir S. Caré, *Les Libertariens aux États-Unis. Sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010 et *La Pensée libertarienne. Genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale*, Paris, PUF, 2009.
 5. Le terme de techno-populisme est trompeur car il a plusieurs sens. Dans C. J. Bickerton et C. Invernizzi Accetti, *Technopopulism: The New Logic of Democratic Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2021, les auteurs dénoncent ainsi une jonction entre le « peuple » et les technocrates. Ces derniers proposent des solutions technocratiques aux citoyens, « sans faire de politique » mais en ignorant les corps intermédiaires et les partis politiques.
 6. D. Leloup et A. Piquard, « La fin des partenariats de *fact-checking* chez Meta, un revirement symbolique », *Le Monde*, 7 janvier 2025.
 7. W. MacAskill, *What We Owe the Future*, New York, Basic Books, 2022.
 8. Rappelons qu'Elon Musk a voté pour les candidats démocrates jusqu'aux présidentielles de 2020 et n'est pas un climato-sceptique. Son engagement sur ce sujet l'a amené à investir dans le projet de voiture électrique Tesla à partir de 2004.